

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 28/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



FARRUSSENG

avenue de Saint Génies
Plan des Carrières
34160 BEAULIEU

Références : UD34/H3/2022/MJ/188
Code AIOT : 0006600878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement FARRUSSENG implanté lieu-dit Regagnat 34160 BEAULIEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a exclusivement porté sur le contrôle du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FARRUSSENG
- lieu-dit Regagnat 34160 BEAULIEU
- Code AIOT : 0006600878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société des Carrières Farrusseng exploite une carrière de pierre de taille calcaire sur la commune de BEAULIEU.

Le thème de la visite a été le suivant : garanties financières (acte de cautionnement)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'unique constat fait à l'issue de l'inspection porte sur la non fourniture de l'acte de cautionnement exigé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
1	Garanties financières	AP de Mise en Demeure du 06/10/2022, article 1er	Suspension	Sans délai
2	Garanties financières	Code de l'environnement du 07/12/2022, article L.516-1	Consignation	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La non fourniture de l'acte de cautionnement exigé sous 15 jours en application de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 est une non conformité grave au droit des règles du Code de l'Environnement pour ce type d'installation.

Cette non-conformité entraîne de fait l'application de procédure de consignation de somme (cf. Article L.516-1, 4ème alinéa du Code de l'Environnement) mais également la suspension du fonctionnement de toutes les activités exercées sur la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2022, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1er : La société des Carrières Farrusseng, dont le siège social est situé Avenue de Saint Génès - Plan des carrières, à Beaulieu (34160) est mise en demeure d'adresser à la préfecture sous 15 jours le document attestant de la constitution des garanties financières pour un montant de 92 764 euros TTC correspondant à la première période quinquennale conformément à l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral n°2021/01/296 du 23 mars 2021. L'attestation de constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement. Le délai fixé court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
Constats : Le gérant de la société des Carrières Farrusseng, rencontré lors de l'inspection, n'a pu fournir à l'inspecteur de l'environnement le document attestant de la constitution des garanties financières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension
Proposition de délais : aucun

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/12/2022, article L.516-1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article L.516-1 :</p> <p>La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations définies par décret en Conseil d'Etat présentant des risques importants de pollution ou d'accident, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières [...]</p> <p>Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.</p> <p>Constats : L'absence d'acte de cautionnement valide pour le montant estimé des garanties financières relative à l'exploitation de la carrière entraîne l'application de la procédure de consignation de somme à l'encontre de l'exploitant de la carrière. Le montant à consigner correspond au montant des garanties financières estimées pour la première période d'exploitation quinquennale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : aucun